



Ligue des droits de l'Homme

Comité de Corse – Section d'Ajaccio

## COMMUNIQUE

### **NON AU FICHAGE RACISTE ET D'OPINION NON AU FICHAGE DES ENFANTS**

Le journal officiel dans son édition du 18 octobre 2009 publie deux décrets émanant du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, sans consultation du Parlement:

- le décret n° 2009-1249 du 16 octobre 2009 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la prévention des atteintes à la sécurité publique
- le décret n° 2009- 1250 du 16 octobre 2009 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux enquêtes administratives liées à la sécurité publique.

Comment ne pas voir aujourd'hui derrière les événements de samedi 10 octobre à Poitiers, et dans certaines déclarations officielles – François Fillon sur R.T.L., le 13 octobre: « *Il est incontestable que l'ensemble des services de sécurité a été surpris* »-, une mise en condition de l'opinion pour lui faire accepter une nouvelle escalade de la politique sécuritaire.

Le premier fichier, intitulé « Prévention des atteintes à la sécurité publique » peut être considéré comme le successeur d" E D V I G E Il pourra collecter, conserver et traiter des données relatives:

- à des signes physiques particuliers et objectifs comme éléments de signalement des personnes - la pigmentation de la peau?
- à l'origine géographique - un moyen de contourner l'interdiction de ficher et de ficher l'origine « ethnique » sans le dire clairement?
- à des activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales.

Les mineurs pourront y être inscrits dès 13 ans.

Le second pourra enregistrer des données relatives à un comportement incompatible avec l'exercice des fonctions ou des missions envisagées alors même que ce comportement aurait une motivation politique, religieuse, philosophique ou syndicale.

La L D H de Corse, s'oppose à la création de ces deux fichiers attentatoires aux droits fondamentaux et libertés individuelles et elle appelle tous les citoyens à s'opposer à ces nouveaux outils de la société de surveillance.

Ajaccio le 20 octobre2009